**Entretien accordé par Monsieur le Haut Commissaire au Plan au**

**site d’information économique Medias24.com**

**Ahmed Lahlimi : "L’investissement privé a besoin d’un appui très fort de l'État"**

**Par Mehdi Michbal**

Le haut-commissaire au Plan nous livre son analyse de l’objectif, fixé par le Roi au capital privé, d’atteindre 550 milliards d’investissements d’ici 2026. Un objectif réalisable, affirme Ahmed Lahlimi, si l’État redouble d’efforts pour ouvrir la voie au secteur privé.

Dans son traditionnel discours d’ouverture du parlement, le Roi Mohammed VI a consacré l’investissement en thème principal, avec la problématique de l’eau. Sur le registre de l’investissement, il a fixé au gouvernement et aux acteurs privés un nouvel objectif, cette fois-ci à échéance 2026. Il s’agit de mobiliser 550 milliards de dirhams d’investissements privés, devant créer 500.000 emplois au total. Gouvernement, secteur bancaire et acteurs privés sont concernés par ce nouveau défi lancé par le Souverain.

**Médias24 : Dans son discours d’ouverture de la nouvelle année législative : le Roi a fixé un objectif de 550 milliards de dirhams d’investissements privés d’ici quatre ans. Quelle est votre première réaction à ce nouveau challenge posé par le Souverain ?**

**Ahmed Lahlimi :** Comme toujours, Sa Majesté a choisi le bon moment pour lancer un message très fort, qui consiste à dire que l’investissement privé est l’outil indispensable pour sortir de cette crise qui nous affecte. Et c’est un sujet qui nous concerne tous : gouvernement, entreprises, secteur bancaire, ménages…

Au HCP, nous avons beaucoup travaillé sur cette question. L’investissement privé est actuellement au centre des travaux sur les perspectives du Maroc en 2030 et en 2036, que nous réalisons pour étudier les scénarios futurs et la possibilité de l’atteinte des objectifs de développement durable (ODD) et du Nouveau Modèle de développement.

**Cet objectif confère une grande responsabilité au capital privé, qui est interpellé plus que jamais…**

**Ahmed Lahlimi :** Le capital privé est bien entendu interpellé. Mais il faut dire qu’il a déjà été au centre de l’investissement par le passé. Le secteur privé, entreprises et ménages, est à l’origine de 60% des investissements réalisés au Maroc.

**Vous nous dites donc que l’État, contrairement à ce que l’on pense, n’est pas le principal investisseur dans le pays ?**

**Ahmed Lahlimi :** Il est souvent dit dans la littérature économique marocaine que l’investissement est réalisé principalement par l’État. En réalité, l’investissement approché par la formation brute de capital fixe (FBCF), qui est le véritable indicateur de l’investissement, dit le contraire.

**Mais c’est un chiffre qui intègre les ménages, comme vous le signalez…**

**Ahmed Lahlimi :** Effectivement, il prend en compte tous les investissements réalisés par les ménages dans l’immobilier, l’agriculture et le secteur informel. Quand on parle de secteur privé, il ne faut pas oublier que les ménages en font partie.

**Pensez-vous que le capital privé relèvera ce pari d’investir 550 milliards de dirhams en quatre ans ?**

**Ahmed Lahlimi :** Dans les messages de Sa Majesté, il y a toujours une évaluation de la réalité. On le découvre toujours après… Donc oui, je pense que cet objectif est réalisable. Et je peux vous dire de manière générale que, malgré les difficultés du moment, je reste convaincu que les dix années à venir sont des années de grand essor pour notre économie, notre société et notre pays.

**Qu’est-ce qui vous donne cet espoir, dans un monde qui traverse peut-être la plus grande zone de turbulence depuis la Seconde Guerre mondiale ?**

**Ahmed Lahlimi :** Je me base justement sur ce contexte mondial et sur nos atouts géographiques, géostratégiques et humains. Et, surtout, sur ce grand atout que nous avons : celui d’avoir un régime monarchique respecté dans le monde entier. Tout cela nous ouvre de grandes opportunités dans le contexte actuel en pleine mutation. Les grands secteurs où l’on peut investir sont tous liés à cette transition, ou plutôt à ces transitions, mondiales, climatiques, énergétiques technologiques… L’État doit faire un très gros effort de mobilisation des ressources nationales pour élever encore plus son investissement. C’est d’autant plus important que la question de la souveraineté économique se pose plus que jamais.

**Vous appelez donc l’État à investir encore plus qu’aujourd’hui… Mais comment laisser de l’espace au privé si l’État reste omniprésent dans ces secteurs productifs que vous citez ?**

**Ahmed Lahlimi :** L’investissement privé a besoin d’un appui très fort de l’État. Le monde dans lequel nous vivons est un monde où l’investissement public devient le grand catalyseur de l’investisseur privé. L’État doit s’inscrire dans une perspective d’ouverture de la voie au secteur privé, et continuer d’investir dans des secteurs comme la santé, l’éducation et l’enseignement. Parce que sans services publics de qualité, sans enseignement de qualité, il n’y a pas de développement. Et on ne peut pas créer de l’emploi de qualité.

**L’investissement privé ne peut donc se faire sans investissement public ?**

**Ahmed Lahlimi :** L’appui étatique est indispensable pour ouvrir la voie au privé. Les deux vont ensemble. Il faut penser aussi au rendement de cet investissement en emploi. Le Maroc a besoin de créer des emplois de qualité, mais doit aussi procurer de l’emploi de masse pour absorber le chômage. Si les investissements privés dans les secteurs à haut potentiel créent de l’emploi de qualité, il faut également un investissement qui puisse procurer du travail aux gens qui n’ont pas de formation ou de qualifications. On doit pouvoir marcher sur les deux jambes. D’autres formes d’investissement peuvent se développer pour faire face notamment au problème de l’eau, en lançant des projets de barrages dans les zones qui en ont besoin. Pour maximiser l’impact sur l’emploi, il ne faut pas construire des barrages en béton, mais en utilisant la terre par exemple. Je me souviens que Sa Majesté Hassan II avait prévu cette technique pour le barrage de Tassaout. Il y a renoncé, justement parce qu’il n’y avait pas assez de main-d’œuvre… Ce qui n’est pas le cas aujourd’hui.

**Lien :** [Ahmed Lahlimi : "L’investissement privé a besoin d’un appui très fort de l'État"](https://streaklinks.com/BPp9wNdTk_-VqM5nFA5WvcNw/https%3A%2F%2Fmedias24.com%2F2022%2F10%2F18%2Fahmed-lahlimi-linvestissement-prive-a-besoin-dun-appui-tres-fort-de-letat%2F?email=hcpcommunication%40hcp.ma)